



Éditorial



RÉUSSIR UNE RÉVOLUTION ?

La Tunisie, premier pays du printemps arabe, affronte de nombreux défis : vide sécuritaire, problèmes économiques, grèves et mouvements de protestation, libération et retour d'exil des jihadistes.

Pourtant, à ce jour, le pays n'a pas connu de violences massives. malgré le récent attentat qui a coûté la vie à Mohamed Brahmi, le pire a été évité.

Le parti Ennahda au pouvoir est divisé entre prédicateurs religieux et ministres pragmatiques. Un dilemme : plus le parti accentue son côté religieux, plus il inquiète les non-islamistes ; plus il se conduit de manière pragmatique, plus il s'aliène une partie de sa base tentée de rejoindre les salafistes.

L'opposition séculariste a des difficultés à accepter que des islamistes gouvernent le pays et fait preuve d'alarmisme excessif, mais pas sans fondement. Pourtant, à force de crier au loup et de faire des amalgames, le camp laïc risque de faire advenir ce qu'il dénonce par avance et de pousser les courants islamistes à se regrouper autour de leurs tendances les plus radicales.

Comme partout, le mouvement salafiste dispose d'une branche «religieuse» qui préconise le contact prolongé avec les textes sacrés. Cette branche a profité de la liberté retrouvée pour s'engager dans une islamisation par le bas de la société civile. La seconde branche des salafistes prône le jihad... mais pas en Tunisie, qui n'est plus, selon eux, une terre de résistance armée mais de prédication. Tout au plus, peut-on recruter des volontaires pour participer à quelque jihad hors frontières : Syrie, Mali, Algérie. Chaque camp doit savoir gérer ses contradictions internes et les fragiles équilibres de l'ensemble. Sinon, les violences, tout autant sociales, juvéniles, urbaines que religieuses, pourraient atteindre un seuil critique. Les assassinats de Chokri Belaïd et de Mohamed Brahmi inquiètent. Les réactions à ces exécutions criminelles de la part d'une population indignée et sachant surmonter ses divisions redonnent de l'espoir.

Antoine Sondag (antoine.sondag@lebret-irfed.org)

Incertitudes et espoirs en Tunisie

Par Abd el Kader Ben Khemiss

Abd el Kader Ben Khemiss est actuellement député à l'Assemblée constituante, élu dans la circonscription du Kef. Ancien professeur de chimie à la faculté des sciences de Monastir, il est l'actuel secrétaire général du Conseil national pour la liberté en Tunisie (CNLT), organisation de défense des droits de l'Homme, membre tunisien de la FIDH (Fédération internationale des ligues de défense des droits de l'Homme). Interview accordée début avril 2013.

Quelques mots sur vous-même ?

J'étais syndicaliste responsable de l'enseignement supérieur pour la région de Monastir et du Sahel. Mon appartenance politique ? Je suis membre fondateur du parti intitulé Forum démocratique pour le travail et les libertés, FDTL¹. Il s'agit d'un parti de gauche, de tendance socialiste, membre de l'Internationale socialiste.

Mon appartenance politique actuelle : je suis membre d'un nouveau parti, l'Alliance démocratique. On peut le situer dans la gauche socialiste, il vient d'être créé, il n'a que deux mois. La majeure partie de ses membres viennent du PDP², et nous de Ettakattol FDTL, d'autres sont venus de l'Union populaire.

Peut-on interpréter la révolution tunisienne comme une révolution démographique ?

Oui, la jeunesse n'a pas trouvé de travail. Marginalisée, elle s'est révoltée. Il s'agit d'une révolte, car il n'y avait pas tellement de projet révolutionnaire. Des universitaires au chômage, des gens sans emploi se sont lancés dans une révolte spontanée. Celui qui s'est immolé et dont le sacrifice a servi de détonateur est un universitaire au chômage, Bouazizi, vendeur ambulancier.

Les diplômés chômeurs ont joué un rôle important. Mais il y a aussi des chômeurs non diplômés, cela a été un mouvement de masse des jeunes, de toutes tendances politiques, de toutes origines sociales. Des gens pauvres,

pas tellement les enfants de riches ces jeunes, diplômés ou non, proviennent des couches pauvres de la société.

Ces jeunes n'ont rien à faire, ils passent la journée dans les cafés, certains se droguent. La révolte a été spontanée, sans encadrement politique, syndical ou religieux.

Quelle est la place du parti Ennahda ?

Les électeurs ont considéré que les membres de Ennahda³ étaient victimes du régime de Ben Ali, beaucoup avaient connu la prison ou l'exil. Les électeurs, par solidarité, par gratitude, pour des raisons sentimentales, ont donné leur voix à Ennahda parce que ses membres avaient subi des tortures physiques ou morales. Même si les exilés de retour n'avaient pas forcément vécu dans la misère à l'étranger. Certains étaient dans les affaires. D'autres étaient aidés par le Qatar. Beaucoup de ceux qui étaient en Angleterre n'ont pas appris l'anglais. Ils vivaient en vase clos.

La situation des jeunes diplômés chômeurs est-elle si dramatique ?

Les grands secteurs de l'économie tunisienne n'ont pas tellement besoin de diplômés. Le modèle de développement économique du pays ne correspondait pas aux résultats de la politique de formation. C'est un paradoxe. L'enseignement supérieur n'était pas adapté au développement industriel. Nous avons une industrie de transformation importante et cela ne demande pas tellement de

diplômés. Une usine peut faire travailler 700 personnes, mais aucun diplômé, c'est l'exemple de la ville d'El Kef.

Il y a un décalage entre les besoins en diplômés de l'économie et les résultats de la politique universitaire. Notre industrie de sous-traitance embauche surtout des femmes, car on paie moins les femmes que les hommes, et beaucoup moins que les diplômés.

Quel est le rapport de forces actuel à l'Assemblée constituante ?

Au cours du travail quotidien de l'Assemblée constituante, on a découvert les islamistes et leurs méthodes. Cette Constituante est dominée par le parti Ennahda qui dispose de 40 % du nombre des députés. Il y a aussi des indépendants qui se sont ralliés au parti islamiste. Dans certaines régions, il y a une liste d'indépendants qui s'est présentée et a été élue, mais ces indépendants travaillent avec Ennahda qui a financé leur campagne électorale. Ce sont des manœuvres politiques pour ne pas dire politiciennes.

Parmi les vecteurs d'influence de ce parti islamiste, il faut citer la chaîne de télévision Al Djaziraa. Tout le monde regarde Al Djaziraa. Au début le leader islamiste Rached Ghannouchi se présentait comme une victime du régime, un exilé qui vit quasiment dans la misère, cela attire la sympathie. L'aspect religieux est venu ensuite. Mais il faut reconnaître que Ghannouchi a des appuis dans le pays, cela était vrai même du temps de Ben Ali. Le parti islamiste s'est développé surtout au temps de Ben Ali. Au début de l'ère Ben Ali, le parti islamiste s'est présenté aux élections parlementaires et a obtenu sans doute 21 % des voix. Mais les résultats ont été manipulés et il a été dit que les islamistes n'avaient obtenu que 4 % des voix.

Après la révolution, il y a eu un coup de force. Des fondamentalistes modérés et quelques salafistes ont utilisé la religion musulmane. Ils ont récolté beaucoup de voix.

Mais attention, le tableau n'est pas exactement comme en Égypte. Ennahda joue le jeu électoral et parlementaire. D'autres marquent des ruptures : les salafistes portent la robe, la barbe, les femmes portent la burka. Ce ne sont pas des habits tunisiens. Ils se concentrent dans les mosquées, ils les occupent. Les armes sont aussi dans les mosquées. Leurs leaders cherchent refuge dans ces mêmes mosquées. On ne peut pas les mettre tous dans le même sac : certains sont fanatiques, d'autres sont plus réalistes, tous se servent de la religion.

À l'Assemblée constituante, Ennahda a des gens extrémistes, mais tous ne le sont pas. Le départ du Premier ministre Hamadi Jebali s'explique parce que les extrémistes ne veulent plus de lui. Mais tous

les membres de Ennahda sont cependant pilotés par Ghannouchi qui rêve de reproduire le régime iranien. Il y a un gourou, un chef religieux, si un conflit survient, c'est le chef religieux qui arbitre.

Ghannouchi est le dirigeant suprême, sans le dire. Mais il n'est pas impliqué dans la politique quotidienne. Je n'ai pas trop de respect pour cette personne. Quand il dit qu'il a changé, je ne le crois pas. Il est influencé par le wahhabisme, bien plus que par le modèle turc de Erdogan. Même en Turquie, il reste toujours l'héritage de Atatürk. Ghannouchi n'est pas Erdogan. En Turquie, on pratique la démocratie.

Quels sont les autres partis et coalitions actifs à l'Assemblée constituante ?

Après Ennahda, il y a un groupe de 35 députés, ce sont les « laïcs ». C'est un groupe démocratique, et tous les « laïcs » sont dans ce groupe. On peut les énumérer : les républicains, l'alliance démocratique, puis le pôle (communistes et anciens communistes, proches des communistes, proches des artistes). Ainsi que des socialistes avec plusieurs tendances, mais ils sont peu nombreux.

Ennahda veut que l'on désigne les laïcs comme athées. Il y a une lutte sur les mots. Le grand public a peur du mot laïc, les gens traduisent ce mot par athée. Cette querelle de mots a une influence sur la vie politique.

Il faut aussi citer le parti du président de la République.

Une troïka gouverne : une alliance entre Ennahda et Ettakattol (Forum démocratique pour le travail et les libertés) et le troisième partenaire : le Congrès pour la République⁴. Ces deux derniers partis ont éclaté, ils avaient fait coalition avec Ennahda. Mais le parti du Congrès a explosé en quatre formations. Le parti Ettakattol a éclaté en deux partis : le parti des réformateurs et un autre.

Cette troïka de partis, la coalition, a éclaté, chaque composante a éclaté, sauf Ennahda. Mais les chefs de file des partis ont gardé leur poste au gouvernement. Les deux petits partis sont des faire-valoir, des alibis pour Ennahda, qui ne veut pas gouverner seul.

Des élections au sein de l'Assemblée devraient avoir lieu pour approuver la Constitution, suivies d'élections parlementaires. Qu'en est-il ?

La date butoir pour terminer le travail de rédaction de la Constitution est le 15 juillet 2013. Il faudrait finir le travail, mais on n'y arrivera pas, cela ne sera pas fait. Les élections devraient avoir lieu au mois de novembre, les présidentielles auraient lieu vers la mi-novembre. Mais ce calendrier ne sera pas respecté, cela va être

retardé.

La raison principale est que Ennahda veut gagner du temps pour mieux se préparer. Les organismes administratifs sont déjà infiltrés par Ennahda. La nomination des préfets est maintenant considérée comme une nomination politique. Les préfets et sous-préfets ont été remplacés, Ennahda y a mis ses adhérents. Les hommes d'Ennahda ont investi l'administration, les milieux préfectoraux, les nominations spéciales... La justice aussi commence à être invertie.

Il y a eu récemment une grève des juges parce que l'ancien ministre de la Justice a renvoyé 80 juges, et les a remplacés par des personnes qui lui sont affiliés. Les juges veulent que ces nominations arbitraires cessent.

L'objectif de cette infiltration dans l'administration, dans le corps des juges, des préfets, etc est de permettre au parti de rester au pouvoir.

Certains analystes parlent d'une islamisation de la société civile par le bas...

Les mosquées sont archipleines, les gens font leur prières dans la rue, le vendredi. L'islamisation se voit. Elle est spontanée, les gens ne sont pas obligés par le respect de ces pratiques, les gens sont attirés par la religion. En particulier, les gens au chômage, qui ont peu de chances de s'en sortir.

Prenons maintenant le secteur du tourisme. Avec ou sans alcool. Au départ, au Kef, les islamistes ont cassé un bar, ils ont renversé les bouteilles d'alcool. Certains bars étaient menacés dans les régions touristiques. Ennahda a freiné ce mouvement puritain, pour laisser passer le temps des élections. Aujourd'hui on dit que l'alcool ne sera servi qu'aux touristes, et interdit aux Tunisiens. Les salafistes le disent ouvertement. Mais Ennahda ferme les yeux.

Autre sujet : les touristes ne pourront plus se promener en maillot de bain. Ce sera aussi la fin de la mixité. Ce sera ainsi dans la pratique, mais Ennahda ne le dit pas ouvertement.

Certains hôtels sont déjà fermés, les gens attendent, ils ont peur. Ces nouvelles règles vont devenir obligatoires. On va vers un régime à l'iranienne ou dans le style de l'Arabie saoudite.

Actuellement, les séances à l'Assemblée constituante sont interrompues par les prières. Pendant tout ce temps, on ne peut rien faire, il y a suspension de séances. Cela ralentit le travail. Est-ce intentionnel? La Constituante ne travaille plus.

Cela est la faute de Ben Jaâfar, le président de l'Assemblée. Quand les députés d'Ennahda sont sortis de l'hémicycle, il n'y a pas eu de réaction de la part de la présidence. Alors, cela fait précédent. Maintenant, ces députés sortent de l'hé-

micycle, et cela bloque tout. On suspend la séance. Le travail parlementaire est haché. Ben Jaâfar aurait dû bloquer ces manœuvres dès le début, mais il n'a rien dit. Les députés qui ne veulent pas prier, ne peuvent pas non plus travailler, car les séances sont suspendues.

Quel est le rapport de forces dans la société ?

La société est mécontente, surtout les jeunes car les promesses n'ont pas été tenues. On assiste à nouveau à des immolations par le feu. Il y a des manifestations très importantes, par exemple à Siliana⁵. Il y a deux mois on a utilisé des armes, des gens ont perdu la vie.

Les gens mécontents ne voteront plus, ils critiquent Ennahda, mais aussi les autres partis. Nous avons beau expliquer que nous sommes minoritaires et ne maîtrisons pas le rythme des travaux, mais les gens ne comprennent pas.

Aux prochaines élections, il y aura un fort taux d'abstention. On ne dispose plus de marges de manœuvre, l'économie est exsangue, le dinar a perdu de sa valeur. La vie est devenue très chère, la classe moyenne elle-même ne parvient plus à joindre les deux bouts. Pour les pauvres, la situation est encore plus difficile. La flambée des prix est terrible, les légumes, la viande, tout a augmenté, les gens s'appauvrissent. Cela entraîne un découragement général, sauf pour le parti Appel pour la Tunisie, de Beji Caïd Essebssi⁶ qui a une cote enviable.

Durant les huit mois de la transition, il y avait la paix civile, un climat de transition, Essebssi a organisé des élections libres, cela est remarquable dans le monde arabe. L'organisation du baccalauréat s'est bien passée, sans fraude. La population voit que durant ce temps-là, il y a avait un climat de liberté et de transparence. C'est une expérience qui a marqué les esprits. On a vu qu'il a été capable de gouverner et de répondre aux attentes de la population et aux revendications des jeunes.

Actuellement, le paysage politique est émietté. Il y a trop de partis, trop de rivalités personnelles, pas assez d'unité dans l'opposition, certainement pas dans l'opposition laïque.

Les élections auront lieu, mais pas dans les délais prévus. Les Tunisiens se sont mis dans la tête qu'ils sont la locomotive des révoltes arabes, parce qu'ils ont été les premiers. Oui, nous avons commencé, il n'y a pas eu de dégâts, pas de sang, mais aujourd'hui nous ne savons pas gérer la révolution. L'armée tunisienne est admirée parce qu'elle est restée à l'écart de la politique. La population a une confiance totale dans l'armée. Et on trouve des gens qui souhaitent que l'armée prenne les choses en mains, si Ennahda va trop loin.

Ennahda regarde vers les Frères musulmans, vers l'Égypte. Mais la population en général ne regarde pas vers un pays étranger pour y trouver des modèles. Cela est un acquis de la révolution. Mais avons-nous su mettre cet atout à profit ?

Depuis l'assassinat de Belaïd⁷, tout le monde a changé et est devenu plus pessimiste. On a peur du chaos.

Peut-on estimer que ceux qui ont fait des études s'éloignent du fondamentalisme d'Ennahda ? La division des Tunisiens est-elle entre ceux qui ont fait des études et ceux qui n'en ont pas fait ?

Il est vrai que la majorité des gens qui ne votent pas Ennahda sont des gens émancipés. Il faut noter aussi que le port du voile n'a pas le même sens en Tunisie et en France par exemple. Dans ce dernier pays, certaines filles portent le voile, car il faut s'afficher, se rendre visibles, elles vont prier le vendredi... En Tunisie, ce sont souvent les familles qui influencent les filles pour qu'elles portent le voile. En pensant que si la fille porte le voile, il sera plus facile de la marier, elle arrivera vierge au mariage, cela reste très important. Le voile est le symbole d'une fille sérieuse qui sera une bonne épouse.

Les grandes villes de l'intérieur sont beaucoup plus traditionnelles. Jadis, les femmes ne portaient pas forcément le voile. Elles s'y sont mises. Ou bien par peur d'Ennahda, ou par peur d'être agressées, ou par conviction, superficielle ou non... sans trop réfléchir, parce qu'on a cru ce que disait Ennahda.

Ces gens peuvent voter pour Ennahda, en pensant que ce parti va leur donner du travail. Mais comme les promesses n'ont pas été tenues, la désillusion est grande. Aux prochaines élections, la punition sera pour Ennahda. Sauf si l'opposition s'éparpille, comme dans le passé.

Si le pays n'est pas gouvernable... la solution radicale consistera dans un appel à l'armée, c'est ce que certains croient ou espèrent.

Dans la Troïka actuelle qui gouverne le pays, deux partis n'ont plus de poids. Ceux qui sont dans l'alliance avec Ennahda. Ce sont des gens discrédités : ils gardent l'alliance avec Ennahda pour garder leur place maintenant, et dans le futur. Marzouki et Ben Jaâfar sont considérés comme des personnages finis. Discrédités.

La nouvelle alliance, l'Union pour la Tunisie⁸, dispose de prestige. Une alliance qui donne l'impression de pouvoir défier Ennahda. A la suite de l'Appel de Tunis, le parti républicain et deux autres petits partis forment maintenant l'Alliance pour la Tunisie.

Beaucoup d'intellectuels sont syndiqués à l'UGTT⁹. Comme cette UGTT tient tête à Ennahda, ils ont essayé de brûler le

local central à Tunis. Aujourd'hui, c'est clair que le syndicat UGTT est contre Ennahda. UGTT constitue un contrepoids incontournable, et les intellectuels en font partie. Le syndicat est un garant des libertés et de la laïcité.

Cela oblige Ennahda à négocier avec certains petits partis pour obtenir un accord au Parlement. Ennahda monopolise le pouvoir. Il est difficile de travailler à l'Assemblée. Pour que Ennahda recule ou bouge, il y faut la pression de la rue, l'opposition parlementaire ne suffit pas. Au Parlement, Ennahda est tout puissant ou se croit tel. Avec la rue, Ennahda doit parfois composer. Pour faire accepter dans la loi un statut de la femme dans lequel on reconnaît l'égalité de la femme et de l'homme, il a fallu se battre et obtenir une pression de la rue.

¹ La Fédération démocratique pour le travail et les libertés (FDTL) mieux connue en Tunisie sous le nom d'ETTAKATOL, parti fondé en 1994 et reconnu en 2008 ; il est dirigé par Mustapha Ben Jaâfar, actuel président de l'Assemblée nationale du Gouvernement provisoire élu en octobre 2011.

² Le PDP, Parti démocrate progressiste, fondé en 1983, légalisé en 1988.

³ Ennahda, « la Renaissance », parti arrivé en première position aux élections d'octobre 2011. Fondé en 1981 sous le nom de Mouvement de tendance islamiste (MTI), il a changé de nom en 1989. Interdit par Ben Ali, il a été légalisé en 2011.

⁴ Le Congrès pour la République (CPR), parti laïque de centre gauche a été fondé en 2001, interdit un an plus tard et légalisé en 2011. Le CPR est arrivé en 2ème position aux élections d'octobre 2011 et son fondateur, Moncef Marzouki, a été élu président de la République.

⁵ Des manifestations violentes ont eu lieu fin novembre 2012 dans cette ville située à 120 km de Tunis, opposant surtout des jeunes au chômage aux forces de l'ordre.

⁶ Appel pour la Tunisie, Nidaa Tounes, parti de centre et gauche modérée, lancé en juin 2012 par Beji Caïd Essebssi ancien ministre sous la présidence d'Habib Bourguiba qui avait été nommé Premier ministre du Gouvernement provisoire de février 2011.

⁷ Le 6 février 2013, Chokri Belaïd, avocat et leader du Front populaire, une coalition de partis de gauche, a été assassiné, soulevant une énorme émotion dans le pays.

⁸ Voir note 6.

⁹ Union générale tunisienne du travail, syndicat fondé en 1946, affilié à la Confédération internationale des syndicats libres (CISL), puis à la Confédération syndicale internationale (CSI)



SEGMENTATION

Les déclarations de M. Khemiss sur ce qui se passe en Tunisie témoignent du désordre et du flou qui règnent dans ce pays. Sur le fond, « la révolution tunisienne » n'est que la résultante d'une gouvernance politique devenue insupportable et étouffante. Le despotisme de Ben Ali a conduit à la révolte. Au-delà de la crise économique et sociale, de l'asphyxie politique, au-delà des exactions du pouvoir et des perversions des régimes, les soulèvements arabes sont l'expression d'une fracture immense qui sépare le peuple de ses dirigeants et de ses élites.

Cette « révolution » n'est pas d'origine démographique, c'est une réaction violente contre cette attitude dénommée *hogra*, mépris et domestication, le sentiment que trop d'Arabes éprouvent à l'égard de leurs maîtres.

Face à des situations d'inégalités, de discrimination, d'injustice et d'insécurité multiples, les jeunes sont sortis dans la rue pour manifester leur colère et leur indignation à l'encontre d'une politique de chaos et de d'asservissement.

Si ces soulèvements populaires ont ouvert le champ à une espérance partagée pour un renouvellement des modes de gouvernance et des pratiques publiques, personne ne pouvait imaginer le retournement de situation.

Le « printemps arabe » a montré que l'histoire arabe est toujours dans une position statique, confinée dans un débat conservateur, nourri du religieux et de référents traditionnels en déphasage total avec la modernité. Le résultat est connu : le clivage politique/religion est vite remonté en surface pour rendre le débat plus difficile.

Alors qu'on croyait tourner la page d'un despotisme politique contre productif, les Tunisiens ont dû se rendre compte qu'ils doivent se protéger contre un autre type de despotisme de type religieux. La démocratie votative peut donner parfois des résultats inverses aux attentes espérées. Les islamistes, arrivés au pouvoir par les urnes, sont amenés à diriger des pays mais ils ne savent pas encore le faire ; ils vont devoir faire l'apprentissage de la démocratie.

Le débat au sein de la Constituante tunisienne en dit long sur le niveau de communication et de réflexion. La voie du compromis paraît impossible. La transition tunisienne est parsemée d'embûches et d'incertitudes, on a même vu émerger des forces de la mort, en l'occurrence les salafistes, qui sèment la peur et la violence chez les populations. Il est très difficile, au regard de ce qui se passe en Tunisie, de prévoir une issue de sortie de la crise, sauf si la raison l'emporte sur l'aveuglement et l'obscurantisme.

Ali SEDJARI
Professeur des universités
Faculté de Droit-Agdal, Rabat, Maroc.



401 : *L'accaparement de terres dans les pays du Sud*, par D. Chassard

402 : *Le Bien vivre : terreau où germent de nouvelles alternatives*, par E. Gudynas

403 : *Développement durable : les enjeux de RIO+20*, par J.-P. Piéchaud

404 : *Haïti : redevabilité sociale et mise en place d'un système démocratique*, par P. Enocque François

405 : *Suicide ou survie de l'humanité ?* par Y. Berthelot

406 : *Repères pour une éco-spiritualité*, par M.-M. Egger

407 : *Où en est la transition politique en Égypte ?*, par J.-J. Pérennès

408-409 : *La démarche autobiographique, un outil au service des acteurs de développement*, par C. Vandernotte

410 : *La protection des droits de l'Homme par les mécanismes du droit international : la fin d'un rêve ?* par E. Sottas

411 : *Observer la pauvreté*, par Dominique Saint-Macary

412 : *Incertitudes et espoirs en Tunisie*, par Abd el Kader Ben Khemiss

413 : *Où va l'islam en Afrique de l'Ouest ?* par M.A. Pérouse de Montclos

Développement et civilisations est une publication éditée depuis 1972 sous divers noms par l'association Développement et Civilisations - Lebret-Irfed
49, rue de la Glacière – 75013 PARIS – FRANCE – 33(0)1.47.07.10.07 – contact@lebret-irfed.org

L'association Développement et Civilisations - Lebret-Irfed anime un réseau d'acteurs de développement solidaire présents sur tous les continents.

Directeur de la publication : Yves Berthelot

Rédacteur en chef : Antoine Sondag

Conseil de rédaction : Claude Baehrel, Yves Berthelot, Vincent Berthet, Karine Besses, Pierre Chalvidan, Roland Colin, Isabelle Duquesne, Jacqueline Heinrich, Lucien Heitz, Serge Lafitte, Karine Meaux, Anouk Coqblin.

La reproduction des textes publiés est autorisée à la seule condition que soit clairement indiquée la source, avec les coordonnées de *Développement et civilisations*. Un exemplaire du document reproduisant le texte doit être envoyé à l'adresse de la publication.

Pour soutenir nos actions : chèque en € CHF ou US\$ à l'ordre de Développement et Civilisations - Lebret-Irfed
Virements bancaires : en France : LA POSTE FR10-2004-1010-1233-2971-2T03-350 (BIC : PSSTFRPPSCE)
ou en Suisse : RAIFFEISEN - Genève, N°IBAN CH41 8018 1000 0074 9583 6 CHF (SWIFT : RAIFCH22)

ISSN 1951-0012 – Imprimerie IGC Communigraphie – St Étienne – 04 77 92 04 80 - Imprimé sur papier recyclé

